

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	56	19

N° de la séance : 12

Objet de la délibération : Direction de la
Cohésion Sociale - Service Prévention
Jeunesse - Convention cadre portant
coopération renforcée avec la commune
d'Antibes - Renouvellement

- ☒ Original
- Expédition certifiée conforme à l'original
- Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2016.067

Date de la convocation :

Le 21/06/2016

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **- 4 JUIL. 2016**

de la réception s/Préfecture
en date du **- 4 JUIL. 2016**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services



Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 27 juin 2016

L'an deux mil seize et le 27 juin à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations – 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de juin, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, René TRASTOUR, Joseph VALETTE, Robert CREPIN, Christine SYLVESTRE, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Cléa PUGNAIRE, Albert CALAMUSO, Yves DAHAN, Anne-Marie DUMONT, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Béatrice VIGNOLO, Martine SAVALLI, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Barbara LANCE, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Eric PAUGET, Khéra BADAOU, Déborah MINEI

PROCURATIONS :

Lionnel LUCA à Jean LEONETTI, Thérèse ROUAZE à Michel BERTRAND, Henri GANNARD à Michelle SALUCKI, Michèle MURATORE à Béatrice VIGNOLO, Michel MAZUET à Guilaine DEBRAS, André-Luc SEITHER à Patrick DULBECCO, Elisabeth JANIN à Michel ROSSI, Marina LONVIS à Angèle MURATORI, Christophe ETORE à Marc DAUNIS

ABSENTS :

Joseph LE CHAPELAIN, Eric MELE, Roger CRESP, Gilbert HUGUES, Claude BERENGER, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Abderrazak SALOUH, Anne CHEVALIER, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAOU, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame SALUCKI,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a décidé, par délibération du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2003, d'exercer la compétence Politique de la Ville sur son territoire. Elle a notamment considéré comme étant d'intérêt communautaire les actions de prévention de la délinquance, d'accès au droit et d'insertion par l'économique.

Par délibération en date du 18 mars 2013, la C.A.S.A. et la Commune d'Antibes Juan les Pins ont convenu d'une coopération renforcée à partir de leurs interventions réciproques dans le domaine de la jeunesse. Une convention formalisant cette coopération et en fixant les modalités a été approuvée et signée le 28 mai 2013.

Dans ce cadre, de nombreuses actions telles que les chantiers-école, les opérations courts chantiers ou encore le BAFA Solidaire ont été mises en œuvre, sur la période 2013-2016 ; par les directions de la Cohésion Sociale (C.A.S.A.) et Jeunesse Loisirs (Ville d'Antibes Juan les Pins).

Ces différentes actions, menées conjointement, ont permis, d'une part de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes et, d'autre part, de prévenir les actes de délinquance et la récidive.

Au regard du bilan positif de ce partenariat, la C.A.S.A. et la Commune d'Antibes Juan les Pins souhaitent le renouveler sur la période 2016-2020.

Ce partenariat ne donnant pas lieu à une augmentation significative des charges pour les deux parties, il est conclu à titre gratuit.

La présente convention est fixée pour une durée de quatre ans à compter de sa date d'exécution. Elle pourra être renouvelée de façon expresse.

Vu l'avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 1^{er} juin 2016 ;

Vu l'intérêt que représente ce partenariat dans le domaine de la jeunesse pour la C.A.S.A. ;

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'autoriser le renouvellement de partenariat dans le domaine de la jeunesse entre la C.A.S.A. et la Commune d'Antibes Juan les Pins,
- d'approuver les termes de la convention portant sur ce partenariat, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Madame la Vice-Présidente déléguée à la Politique de la Ville à signer ladite convention et tout document relatif à ce partenariat.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'autoriser le renouvellement de partenariat dans le domaine de la jeunesse entre la C.A.S.A. et la Commune d'Antibes Juan les Pins,

- d'approuver les termes de la convention portant sur ce partenariat, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Madame la Vice-Présidente déléguée à la Politique de la Ville à signer ladite convention et tout document relatif à ce partenariat.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 27 juin 2016
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

POLITIQUE JEUNESSE
CONVENTION CADRE PORTANT SUR LA COOPERATION RENFORCEE ENTRE LA
COMMUNE D'ANTIBES JUAN LES PINS ET LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DE SOPHIA-ANTIPOLIS (C.A.S.A)

Entre

La Ville d'Antibes Juan les Pins, représentée par son Maire, Monsieur Jean LEONETTI, Député des Alpes-Maritimes, agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal du 8 juillet 2016

désignée ci-après « La Commune »,

d'une part

Et

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis représentée par sa Vice-Présidente en charge de la Politique de la Ville, Madame Michelle SALUCKI, agissant en vertu de la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2016

désignée ci-après « La C.A.S.A »

d'autre part,

IL A TOUT D'ABORD ETE EXPOSE CE QUI SUIT

Au regard de la volonté politique de la ville d'Antibes Juan-les-Pins de porter une vision globale du citoyen de demain, concrétisée par l'accompagnement de l'enfant dès son plus jeune âge jusqu'à sa majorité, le Conseil Municipal a adopté à l'unanimité un Projet Educatif Local (P.E.L).

Ainsi, se fondant sur ce P.E.L., la Direction Jeunesse Loisirs (D.J.L.) de la ville d'Antibes Juan-les-Pins met en œuvre, notamment une politique jeunesse (12-25 ans) orientée vers des missions sociales, éducatives et culturelles.

Composés d'une équipe éducative diplômée notamment dans l'animation ayant une bonne connaissance et approche du public « adolescent », les Services Information Communication, Animation Jeunes, et Prévention de la D.J.L sont chargés d'éveiller et de susciter l'intérêt des jeunes via des activités pédagogiques et ludiques.

Ils ont également pour mission de les accueillir, les informer, les accompagner et les orienter en fonction de leurs besoins et ainsi de proposer des actions éducatives de loisirs de droit commun relevant de la prévention primaire.

Par ailleurs, la C.A.S.A. a décidé, par délibération du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2003, de mettre en œuvre la compétence Politique de la Ville sur son territoire. Elle a notamment considéré comme étant d'intérêt communautaire les actions de prévention de la délinquance dites de prévention secondaire (actions en direction d'un public ciblé et destinées à réduire les comportements inadaptés grâce à un accompagnement éducatif spécialisé) et tertiaire (volet curatif de la prévention destiné à prévenir et traiter la récidive).

De ce fait, la C.A.S.A, met en place au titre de son intérêt communautaire « Politique de la Ville » des actions liées à son domaine de compétence que sont la prévention de la délinquance, l'accès au droit et l'insertion par l'économie.

Déclinées sur Antibes Juan-les-Pins par activités, ces actions ont pour objectif de favoriser :

- L'insertion sociale et professionnelle des publics jeunes de 16 à 25 ans comprenant des accompagnements éducatifs individuels réalisés par des animateurs et éducateurs de prévention et des actions collectives dans le cadre de dispositifs avec un ensemble de partenaires de type Opération Courts Chantiers, Chantier Ecole, Raid pour l'emploi etc..
- L'accès et l'apprentissage de la citoyenneté dans le cadre de l'activité des Antennes de justice.
- Le maintien de la relation parents-enfants réalisé par l'unité Trait d'Union dans le cadre d'une convention avec le Ministère de la Justice.
- La prévention des violences conjugales réalisée par l'unité Parenthèse.

En outre, différentes structures participent également à cette politique jeunesse et constituent un réseau d'acteurs notamment :

- La Mission Locale Antipolis dans le cadre du service public pour l'emploi,
- Le service Passaj de l'association Montjoye, habilité par le Département à intervenir dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance.

Ainsi, la Direction Jeunesse Loisirs de la Ville et la Direction Cohésion Sociale de la C.A.S.A. mettent en œuvre une coopération de travail renforcée afin de rendre plus efficaces et performantes les actions développées auprès du public jeune.

L'objectif est d'avoir dans le domaine de la jeunesse une approche globale en s'appuyant sur des actions de nature éducatives, préventives, de médiation, d'insertion sociale et professionnelle. Ces actions doivent s'adapter aux particularités de la jeunesse antiboise et s'articuler dans une totale complémentarité ce qui nécessite une collaboration entre les différents acteurs en place (municipaux, communautaires et associatifs).

A cette fin, la Commune d'Antibes et la C.A.S.A souhaitent poursuivre leur partenariat formalisé dans le cadre de cette convention de coopération renforcée.

IL A ENSUITE ETE CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de renouveler la collaboration entre la Direction Jeunesse Loisirs de la Commune et la Direction Cohésion Sociale de la C.A.S.A.

Elle formalise ainsi la coopération renforcée entre les deux institutions via des actions déjà existantes, d'autres à renforcer et à créer en recherchant de nouveaux partenariats à mettre en place à destination des jeunes antibois (12-25 ans).

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS RECIPROQUES

Pour mener à bien cette coopération renforcée, les deux institutions s'engagent à mettre en place une organisation et un fonctionnement permettant d'optimiser les missions respectives des Directions sus visées, de clarifier le rôle de chacun, de définir les attentes et objectifs à atteindre.

Des réunions de travail en matière de prévention sur ces dossiers communs sont régulièrement organisées par les acteurs et responsables hiérarchiques des deux

collectivités afin de partager des informations sur le territoire, de faire des propositions d'actions, de proposer des réajustements en fonction des besoins recensés et de faire le bilan de cette coopération.

ARTICLE 2-1 : ACTIONS EXISTANTES

❖ LE POLE JEUNESSE

Favoriser le travail en réseau et la transversalité entre tous les acteurs des politiques de prévention jeunesse (C.A.S.A., Ville, Mission locale, Association Montjoye/Passaj,...) est essentiel. Pour ce faire, un lieu commun « Pôle jeunesse » a été créé fin 2014. Ce lieu n'a pas vocation à accueillir des activités jeunesse mais des services et des institutions amenés à conduire des opérations communes (présence permanente ou ponctuelle, sur rendez-vous individuel,...). Cette démarche encourage les passerelles, multiplie les échanges entre les différents acteurs locaux, développe des synergies non négligeables et surtout assure une meilleure cohérence et lisibilité des actions dans ce domaine.

Il s'agit donc de regrouper sur un même site l'ensemble des secteurs d'activités de jeunes et des supports aux actions de prévention selon des modalités définies par convention.

Cet espace permet de renforcer l'efficacité du travail en commun, de favoriser le management et la dynamique de travail entre les différentes équipes qui interviennent sur la politique jeunesse communale.

Ainsi, sont rassemblés en ce même lieu:

- les personnels de la coopération renforcée (de la C.A.S.A.) et de la prévention de la DJL (Commune)
- les documentalistes du BIJ (Commune),
- les psychologues du Point Accueil Ecoute Jeunes - P.A.E.J (Commune),
- la conseillère d'insertion de la Mission locale Antipolis,
- les éducateurs spécialisés du service Passaj de l'association Montjoye.

Cette organisation au sein du pôle jeunesse permet ainsi d'apporter une plus grande lisibilité et efficience en matière d'action publique pour les jeunes sur le territoire communal notamment dans le secteur de l'insertion sociale et professionnelle (aide à la recherche d'emploi, à la formation, au logement, atelier d'accompagnement à la recherche d'information)....

Toujours dans un même souci d'amélioration du service rendu au public, deux conventions de partenariat sont signées entre d'une part la Commune, la Direction de la lecture publique de la C.A.S.A. notamment la médiathèque Albert Camus et d'autre part entre la Commune et la Mission Locale Antipolis.

❖ LES DISPOSITIFS et ACTIONS:

➤ SERVICES ET ANIMATIONS PROPOSES AUX JEUNES

• La Direction Jeunesse Loisirs (DJL) met en œuvre les orientations municipales en matière de **politique enfance (3-11 ans)** et de **politique jeunesse (12-25 ans)** dans le cadre du Projet Educatif Local.

La DJL propose ainsi sur le territoire communal des actions éducatives de loisirs de droit commun relevant de la prévention primaire: accueils de loisirs durant les mercredis et vacances scolaires, évènements en lien avec l'enfance et la jeunesse.

Pour ce faire et de façon concrète, elle dispose de plusieurs services qui proposent des prestations d'accueil et d'animation en s'appuyant sur des projets d'animation et d'accompagnement plus spécifique.

Ainsi, le Bureau Information Jeunesse (B.I.J) de la D.J.L propose des informations et, sur rendez vous, des accompagnements individualisés (ateliers d'Accompagnement à la Recherche d'informations - A.R.I., ateliers cv-lettre de motivation, ateliers découverte métiers ...) destinés au public jeune mais également aux professionnels de la jeunesse (enseignants, éducateurs, animateurs, etc.). Il met à disposition ses compétences notamment en matière d'emploi, de formation et de loisirs. De manière ponctuelle, il accueille et travaille avec les personnels de la C.A.S.A., de la Mission Locale et du C.I.R.F.A (Centre d'Information et de Recrutement des Forces Armées). Il dispose en son sein du Pôle Jeunesse et assure une permanence à la Médiathèque Camus sur le KIOSK'IJ tous les samedis de 13h à 18h.

En outre, le Service Animation Jeunes élabore et met en œuvre un programme d'actions qui s'adresse à l'ensemble des jeunes de la commune de 12 à 25 ans à partir d'un travail d'analyse des différentes populations jeunesse, de leurs attentes, de leurs besoins, et de leurs problématiques. Sont proposés un Espace Musique qui est ouvert tous les jours du lundi au samedi, un centre ados durant les petites et grandes vacances scolaires et un CLJ plage ouvert en période estivale pour les 12-17 ans.

Par ailleurs, la D.J.L. dispose également d'un service prévention qui propose différentes prestations au public avec notamment un Point Accueil Ecoute Jeune qui est un espace gratuit, anonyme et confidentiel où jeunes (3-25 ans) et parents peuvent être écoutés et soutenus par des psychologues. De plus, un animateur professionnel guide les 11-30 ans dans l'élaboration de leurs projets individuels ou collectifs, de leur naissance jusqu'à leur concrétisation (création d'une association ou d'une entreprise, projet culturel, etc.). Le service prévention est chargé également de la mise en œuvre des T.I.G., des mesures de réparation et coordonne également la mission coopération de travail renforcée.

Le dispositif « Sac Ados » visant à favoriser le départ des jeunes de 16 à 25 ans et des dispositifs liés à la citoyenneté ou des actions thématiques spécifiques sont également mises en œuvre.

Enfin, une dynamique de promotion de la jeunesse s'appuyant sur la réalisation de manifestations et d'événements dans la ville, concourt à l'expression des jeunes.

- Le service Prévention Jeunesse (CASA) se définit comme une intervention éducative et sociale, à la fois individuelle et collective avec pour objectif d'agir non seulement sur les individus mais aussi sur les groupes et leur environnement où se manifestent des phénomènes : d'exclusion, d'incivilités, de désœuvrement et de délinquance. L'action du service Prévention Jeunesse se détermine comme un moyen de socialisation, d'insertion et de promotion sociale *pour les jeunes de 16 à 25 ans*. Le service Prévention jeunesse accompagne le jeune dans le but d'une autonomie durable en développant des actions d'insertion sociale et professionnelle. L'objectif est de lui transmettre des valeurs de citoyenneté, de solidarité et de respect. De manière globale, le service Prévention Jeunesse contribue à l'amélioration du « Vivre ensemble », objectif fixé par les élus communautaires dans le cadre du projet d'agglomération.

Le mode d'approche principal, appelé « travail de rue » consiste à « aller vers » les jeunes dans leur milieu de vie, pour entrer en contact avec eux et établir une relation de confiance. Les principes définis par la C.A.S.A. reposent sur la libre adhésion, le respect de l'anonymat, la territorialisation de l'intervention, le partenariat, la non institutionnalisation des activités et la réactivité d'intervention.

Pour compléter, dans le domaine de l'animation, la C.A.S.A. est amenée ponctuellement et de manière complémentaire à mettre en œuvre des sorties sportives, culturelles ou de loisirs, parfois en lien avec la carte lol1625 mais aussi des « séjours d'adhésion ». Le Service Prévention de la C.A.S.A. organise ponctuellement durant la période estivale des activités nautiques avec le matériel dont elle dispose.

➤ CHANTIER DE JEUNES :

Relevant de la compétence de la C.A.S.A. et prenant des formes juridiques diverses à savoir, Opération Court Chantier / Chantier école/ Chantier d'insertion..., ces chantiers nécessitent l'identification d'un groupe de jeunes repéré soit dans le cadre du travail de proximité, soit dans le cadre de l'accompagnement de la Mission Locale et nécessite un encadrement par un personnel qualifié pédagogiquement et techniquement.

Dans le cadre plus spécifique des Opérations Court Chantier, un encadrement est effectué conjointement par un agent C.A.S.A. et un animateur référent de la D.J.L à partir d'un programme d'activités préalablement défini auquel peuvent être associés d'autres agents et partenaires en fonction des besoins et objectifs de l'organisation.

➤ TRAVAIL DE PROXIMITE

Pilotée par la CASA en lien avec le service démocratie de proximité de la ville d'Antibes et plus particulièrement les réunions incivilités, une médiation sociale peut être effectuée en fonction des problématiques remontées sur certains quartiers.

L'objectif est d'identifier les problématiques via un diagnostic et mettre en œuvre si nécessaire un plan d'action opérationnel (médiation auprès des habitants et/ou des structures et des jeunes).

D'ores et déjà, un travail spécifique est élaboré sur différents sites de la commune en collaboration avec les services de la C.A.S.A.

Une coordination pourra être organisée avec les éducateurs de rue de l'association Montjoye/ Passaj qui interviennent également auprès de certains collèges de la ville.

A cette fin, des réunions d'échanges d'information se poursuivront.

Ainsi, deux axes de travail sont donc développés :

- une médiation sociale par le repérage et l'analyse du terrain,
- et une présence éducative par des actions concrètes auprès du public repéré.

➤ RAID POUR L'EMPLOI :

Organisé par la CASA en partenariat avec la Mission Locale Antipolis portant sur l'accès à l'emploi, il a pour objectif de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes. Différents ateliers thématiques sont proposés aux jeunes ce qui nécessite un accompagnement par des professionnels de l'action sociale et de l'animation.

A ce titre, les agents de la DJL et de l'équipe de prévention C.A.S.A. peuvent être associés.

➤ BAFA SOLIDAIRE:

Le dispositif est porté par l'unité locale de la Croix Rouge Française en partenariat avec la Direction de la Cohésion Sociale C.A.S.A. et son service prévention jeunesse.

Le projet est mis en œuvre en collaboration avec les services jeunesse des communes de la C.A.S.A. et la Mission Locale Antipolis.

Le déroulement du projet : 15 jeunes s'engagent dans un parcours de janvier à juin jusqu'à l'obtention du BAFA complet. Les jeunes participent en partie au financement du perfectionnement BAFA. Ils ont, durant l'action, un statut de bénévole de la Croix Rouge et bénéficient d'une assurance durant la période de bénévolat. Les jeunes bénéficient par ailleurs d'un suivi renforcé effectué par le service prévention jeunesse, la Mission Locale Antipolis et le service prévention de la DJL.

Les objectifs du dispositif sont les suivants :

- Obtenir le BAFA complet en six mois : le diplôme de base, le stage pratique et le perfectionnement,
- Inscrire les jeunes dans un engagement bénévole avec la Croix Rouge : 60 heures de bénévolat (banque alimentaire, vestiaire, petit travaux, manutention,...),
- Mobiliser les services jeunesse du territoire C.A.S.A. pour prendre les jeunes en stage pratique et les embaucher en emploi saisonnier durant l'été (entre 10 et 15 jeunes en emplois juillet et août),
- Faire découvrir aux jeunes le milieu associatif et l'engagement solidaire,
- Susciter de l'intérêt pour l'action solidaire et citoyenne,
- Valoriser l'engagement des jeunes.

Pour ces actions :

- La Commune s'engage, sur la base de programmes arrêtés conjointement, à mettre son expertise à disposition pour l'accompagnement des jeunes ;
- La Commune peut aussi par ce biais promouvoir auprès des jeunes les activités proposées par ses services au titre des loisirs, du sport, de la culture et de l'information jeunesse ;
- La C.A.S.A. s'engage à coordonner, sous son entière responsabilité, les activités qu'elle organise. De ce fait, par le biais de réunions préparatoires entre autres, elle sollicitera la D.J.L et communiquera un suivi et un bilan de chaque action.

➤ SEMAINE CITOYENNE :

La Semaine Citoyenne est organisée par la Commune en partenariat avec la Protection Judiciaire de la Jeunesse (P.J.J) et l'Antenne de Justice de la C.A.S.A. Celle-ci permet de sensibiliser et d'informer les élèves des collèges et des lycées de la ville sur leurs droits et devoirs au sein de la société. Des informations sous différentes formes leurs sont également délivrées sur les activités de la D.J.L et de l'Antenne de Justice.

La Commune s'engage à coordonner, sous son entière responsabilité, la manifestation en organisant l'aspect opérationnel via notamment des réunions préparatoires, de suivi et de bilan et à préciser auprès des juristes et éducateur de la P.J.J. ce qui est attendu d'eux.

Sur une simple demande écrite, la C.A.S.A s'engage à mettre à disposition gratuitement de la Commune l'exposition « 13/18 - Questions de Justice » et à participer à cette manifestation en apportant ses compétences techniques, juridiques et en mobilisant ses partenaires.

➤ CARTE LOL16-25 :

Proposée par la C.A.S.A, gratuite et réservée aux jeunes âgés de 16 à 25 ans, cette carte leur permet de bénéficier d'avantages tarifaires dans les domaines de la culture, du sport et des loisirs. Les titulaires de cette carte bénéficient également d'informations en termes de prévention santé et de comportements à risques et plus globalement d'accès au droit.

La Commune s'engage à distribuer cette carte au sein du Bureau d'Information Jeunesse (B.I.J) de la D.J.L ainsi que durant les manifestations telles que jobs d'été. Elle en fera la communication par la diffusion de certains programmes C.A.S.A. ou encore via ses propres supports de communication.

La C.A.S.A. s'engage à solliciter l'avis des professionnels de la DJL sur le contenu des programmes saisonniers et à les diffuser régulièrement, à communiquer sur l'actualité de la

D.J.L et à organiser des stands d'information dans les différentes manifestations s'adressant aux jeunes de 16 à 25 ans.

➤ LES RENCONTRES INSTITUTIONNELLES

Des réunions d'échanges d'information sont organisées à des niveaux opérationnels différents permettant un échange d'informations entre les partenaires mais également la définition des solutions concertées aux situations ou problématiques rencontrées.

Ainsi, que ce soit au niveau du Pôle jeunesse, des réunions incivilités ou « sécurité », pilotées par la DGA Proximité, ou dans le cadre du Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, ces espaces permettent la réflexion et l'élaboration de stratégies coordonnées en termes de sécurité et de prévention de la délinquance.

ARTICLE 2-2 : NOUVEAUX DISPOSITIFS

De nouveaux projets communs pourront être envisagés et réalisés dans la mesure où les engagements des parties et les conditions tarifaires de l'article 3 ne sont pas modifiés. Ils feraient alors l'objet d'une inscription sur la convention au moment de son renouvellement.

A cette fin, un nouveau dispositif créé par la délibération lors du Conseil Municipal du 17 mars 2016 a vu le jour : celui des « loisirs citoyens » pour les 14-17 ans.

Sur le même principe, ce dispositif est envisagé par les services de la C.A.S.A. à destination d'un public de 18 à 25 ans.

La présente convention s'appliquera dans le respect des modalités d'organisation du travail en vigueur dans chaque collectivité.

ARTICLE 3 : CONDITIONS TARIFAIRES

Le partenariat ne donnant pas lieu à une augmentation significative des charges pour les deux parties, il est conclu à titre gratuit.

ARTICLE 4 : RESPONSABILITES –ASSURANCES

Concernant les dommages susceptibles d'être causés par leur action conjointe, la C.A.S.A. et la Commune restent chacune responsable des conséquences dommageables pouvant résulter de l'activité de leurs agents, des biens ou locaux éventuellement mis à disposition ou encore des activités propres à leurs compétences.

La Commune est garantie au titre de sa responsabilité civile par une police d'assurance souscrite auprès de la compagnie ALLIANZ sous la référence 49474441.

La C.A.S.A. est garantie au titre de sa responsabilité civile par une police d'assurance souscrite auprès de la Société d'assurance mutuelle SMACL Assurances sous le numéro de sociétaire 111690/C.

Concernant les dommages susceptibles d'être subis par la C.A.S.A. et par la Commune ou leur biens respectifs, sauf à ce qu'une faute ait été commise par sa cocontractante, chacune des collectivités assume elle-même les risques encourus et renonce à exercer un recours contre la collectivité partenaire.

En revanche, la C.A.S.A. et la Commune restent libres d'engager tout recours contre des tiers à la convention ayant pu participer à la survenance d'un dommage au préjudice de l'une de ces collectivités.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET – DUREE – TERME

La présente convention est consentie pour une durée de quatre ans. Elle prend effet une fois signée par les parties.

A l'issue des 4 ans elle pourra être renouvelée expressément.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification à la présente convention fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 7 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci peut être résiliée de plein droit, par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure d'exécuter restée sans effet.

La Commune peut également mettre fin à la présente convention de plein droit, à tout moment, dans l'intérêt général, par simple lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un délai de préavis de 2 mois.

ARTICLE 8 : LITIGES

En cas de différend lié à l'application de la présente convention, formalisé par courrier, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable avant toute action en justice. En cas d'échec de la voie amiable du règlement, la juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Nice.

Fait à Antibes Juan les Pins, en deux exemplaires originaux, le

Pour la Commune,
Le Maire,
Député des Alpes-Maritimes

Pour la Communauté
d'Agglomération Sophia Antipolis,
La Vice-Présidente en charge de
la Politique de la Ville

Jean LEONETTI

Michelle SALUCKI

AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte : 27/06/2016
Numéro : CC.2016.067
Nature : DE - Deliberations
Objet : Service Prévention Jeunesse - Convention cadre portant coopération renforcée avec la commune d'Antibes - Renouvellement
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 111247711
Référence envoi : IDF2016-07-04T16-44-58.00
Envoyé le : 04/07/2016
à (TU) : 14h45:17

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 04/07/2016
Identifiant : 006-240600585-20160627-AOI_6211-DE

Acte reçu

Date : 27/06/2016
Numéro interne : AOI_6211
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 5
Objet : Service Prévention Jeunesse - Convention cadre portant coopération renforcée avec la commune d'Antibes - Renouvellement
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20160627-AOI_6211-DE-1-1_1.pdf

Annexes

Nombre : 1
006-240600585-20160627-AOI_6211-DE-1-1_2.pdf